

Comment réenchanter la sobriété ?

**6 thèses issues du dialogue
franco-allemand**

Rédaction

**Marion Davenas
Thomas Spinrath**

Potsdam
Février 2025

RIFS Discussion Paper

Résumé

Pendant plus de deux ans, le Forum pour l'avenir franco-allemand a réuni communes, experts et praticiens des deux pays pour un échange approfondi sur les leviers et obstacles à la transition énergétique. Identifiée comme une composante essentielle de la transition énergétique, la sobriété occupe une place très différente dans les discours et stratégies des deux pays. Omniprésente en France, elle n'a pas encore été reconnue officiellement en Allemagne comme l'un des piliers de sa stratégie énergétique. Ce document présente six thèses issues de la comparaison franco-allemande menée par le Forum. Il souligne l'importance de dépasser une vision de la sobriété réduite à l'autolimitation individuelle pour promouvoir des politiques structurelles capables de rendre la sobriété désirable et porteuse de justice sociale.

Summary

For over two years, the Franco-German Forum for the Future has brought together experts and practitioners from France and Germany for an in-depth dialogue on the levers of, and obstacles to the energy transition in both countries. The concept of sufficiency was identified as one of its central pillars. Yet, sufficiency (*sobriété* in French, *Suffizienz* in German) holds a very different place in the discourse and strategies of the two countries. Omnipresent in France, it has not yet been officially recognized as a cornerstone of the energy transition in Germany. This discussion paper puts forward six theses that have emerged from the Franco-German comparison on sufficiency. It emphasizes the importance of going beyond an understanding of sufficiency as individual renouncement. Instead, there is a need to promote structural policies capable of both, making sufficient lifestyles desirable and promoting social equality.

Remarque

Le Ministère fédéral de l'Éducation et de la Recherche soutient le Forum pour l'avenir franco-allemand dans le cadre de la stratégie gouvernementale « Recherche pour la durabilité » (FONA) axée prioritairement sur la recherche sociale et écologique – n° de référence 01US2001. Le contenu de cette publication n'engage que ses auteurs.

SPONSORISÉ PAR LE



Ministère fédéral
de l'Éducation
et de la Recherche

FONA

Forschung für Nachhaltigkeit

Remerciements

Les auteurs remercient chaleureusement les nombreuses personnes ayant participé aux dialogues franco-allemands organisés et animés par le Forum pour l'avenir. Leurs contributions précieuses et leurs échanges stimulants sont l'inspiration de cette publication. Un grand merci également à Arthur Frantz, Anaïs Picart et Aurélie Marsano pour leur soutien dans la réalisation des recherches ainsi qu'à Marie Millot-Courtois et Inès Berkhouwer pour leur relecture attentive.

Table des matières

Introduction	4
Thèse 1 La Suffizienz est le pilier manquant de la stratégie de transition énergétique allemande	6
Thèse 2 En France, l'ambiguïté autour de la sobriété est à la fois sa force et sa faiblesse	7
Thèse 3 La sobriété est trop souvent réduite aux efforts individuels à court terme	8
Thèse 4 Les politiques actuelles confondent sobriété et privation	10
Thèse 5 Les politiques de sobriété doivent générer des bénéfices tangibles et immédiats	12
Thèse 6 Les collectivités sont les acteurs-clés d'une sobriété structurelle et désirable	13
Appel aux gouvernements des deux pays	16
Liste des dialogues	17
Bibliographie	18
Rédaction	23

Introduction

Automne 2023 : le Forum pour l'avenir franco-allemand inaugure ses travaux sur la transition énergétique locale. À l'issue de deux années marquées par une crise énergétique sans précédent, le Forum se penche sur les stratégies mises en œuvre par les collectivités territoriales des deux pays pour transformer durablement leurs modes de production et de consommation d'énergie.

Dans une perspective française, un sujet s'impose naturellement : celui de la sobriété énergétique. « *Buzzword* » des années 2022-2023, le terme est alors au cœur de l'attention médiatique et politique dans l'Hexagone, s'affirmant comme un incontournable des politiques de transition écologique française. La sobriété est définie par les experts internationaux du GIEC comme « l'ensemble des mesures et pratiques quotidiennes qui permettent d'éviter la demande d'énergie, de matériaux, de terres et d'eau tout en assurant le bien-être de tous dans les limites planétaires¹ ». Les scientifiques la considèrent comme l'une des trois stratégies indispensables à la transition énergétique, aux côtés de l'efficacité et du développement des énergies renouvelables. À la différence de ces deux approches, la sobriété ne mise pas sur des évolutions techniques mais sur l'innovation sociale et l'évolution des pratiques collectives et individuelles.

TROIS DÉMARCHES COMPLÉMENTAIRES



© Forum pour l'avenir

L'Agence française de la transition écologique souligne qu'aucun scénario ne permettra d'atteindre la neutralité carbone d'ici 2050 sans une diminution significative de la demande en énergie, elle-même étroitement liée à la consommation de biens et de services (ADEME, 2021). Cette réduction de la demande ne peut reposer seulement sur des efforts d'efficacité énergétique, qui se heurtent notamment aux limites des technologies disponibles et aux effets rebonds. Elle nécessite également un changement des pratiques de consommation. Selon le scénario établi par un réseau de 26 instituts de recherche européens, la moitié des économies d'énergie visées jusqu'en 2050 par la France et l'Allemagne pourrait être réalisée grâce à des mesures de sobriété (Clever, 2023). Pour l'ADEME, la sobriété est « le meilleur moyen d'aller plus rapidement vers la neutralité carbone tout en réduisant notre dépendance aux énergies fossiles » (ADEME, 2024). Cette position est défendue par une grande partie de la communauté scientifique, y compris en Allemagne (Frick, et al., 2022 ; Wuppertal Institut, 2023 ; SRU, 2024).

¹ « Sufficiency policies are a set of measures and daily practices that avoid demand for energy, materials, land and water while delivering human wellbeing for all within planetary boundaries. » (IPCC, 2022) (traduction par les auteurs)

Oui, mais voilà : en Allemagne, la *Suffizienz*, équivalent de la sobriété, est absente des discours politiques, des textes législatifs et des unes des journaux – et ce même au plus fort de la crise énergétique. Malgré l'adhésion croissante qu'elle suscite dans les milieux académiques et écologistes, ce terme est aussi discret dans les stratégies allemandes de transition énergétique qu'il est omniprésent dans le contexte français.

Dès lors, comment aborder la sobriété dans une perspective franco-allemande ? Cette différence est-elle le fruit d'une divergence stratégique ou d'un simple décalage terminologique ? Se manifeste-t-elle uniquement dans les discours ou trouve-t-elle un écho dans les politiques publiques concrètes mises en œuvre dans les deux pays ? La France est-elle un exemple à suivre pour l'Allemagne ?

Ces questions ont traversé tous les échanges franco-allemands organisés par le Forum pour l'avenir autour de la sobriété énergétique. Pendant plus de deux ans, ces rencontres ont rassemblé élus et cadres territoriaux, fonctionnaires ministériels, chercheurs et chercheuses, représentants de la société civile et autres acteurs et actrices engagés dans la transition énergétique. De ce dialogue transdisciplinaire approfondi ont émergé des recommandations de politiques publiques adressées aux gouvernements français et allemand, visant à ancrer plus solidement la sobriété dans les politiques de transition énergétique. Ces propositions sont nourries par l'expérience concrète des collectivités territoriales et par la richesse des perspectives apportées par les participants.

En complément de ces recommandations, le présent document présente six pistes de réflexion issues de la comparaison franco-allemande, formulées sous forme de « thèses » destinées à alimenter les discussions sur la sobriété dans les deux pays. Nous argumentons que le succès des politiques de sobriété dépendra de leur capacité à transformer le cadre collectif afin de rendre les comportements sobres non seulement possibles mais aussi attractifs et évidents pour toutes et tous.

Les recommandations du Forum pour l'avenir

Des propositions d'action concrètes pour renforcer le rôle de la sobriété dans les stratégies de transition énergétique française et allemande.

- <https://forumpourlavenir.eu/ancrer-sobriete-dans-strategies-nationales-transition-energetique>



La méthode du Forum pour l'avenir

Créé en 2019 par le Traité d'Aix-la-Chapelle, le Forum pour l'avenir franco-allemand a pour mission d'accompagner et de soutenir la transition écologique et sociale par un dialogue approfondi entre les collectivités des deux pays. En 2023-2024, il a consacré ses travaux au sujet de la **transition énergétique locale**.

À l'issue de nombreux échanges franco-allemands et d'un travail de recherche sur le terrain dans plusieurs collectivités des deux pays, le Forum pour l'avenir a identifié et analysé plusieurs freins et leviers aux transformations locales. Les résultats de ce travail ont servi de base à l'élaboration de **recommandations de politiques publiques** destinées aux gouvernements nationaux et aux *Länder*.

Ces recommandations ont été élaborées dans le cadre d'un **processus collaboratif et transdisciplinaire** réunissant, sur une période de huit mois, 60 experts des deux pays aux profils et champs d'action variés : élus et cadres territoriaux, fonctionnaires ministériels, chercheurs et chercheuses, représentants de la société civile et autres acteurs engagés dans la transition énergétique. Nous vous invitons à découvrir les neuf recommandations de politiques publiques issues de ce travail [en cliquant sur ce lien](#).

Dans le cadre de ce Forum, un groupe de travail s'est consacré au sujet de la sobriété énergétique, identifiée comme l'un des piliers centraux de la transition énergétique. Leurs réflexions ont abouti à la publication de deux recommandations spécifiques. L'une d'entre elles préconise de renforcer le rôle de la sobriété dans les stratégies de transition énergétique de la France et de l'Allemagne. En complément de cette recommandation, le présent document présente six pistes de réflexion formulées par le Forum à l'issue de nombreux entretiens, dialogues franco-allemands (cf. page 17) et recherches documentaires.

Thèse 1 La *Suffizienz* est le pilier manquant de la stratégie de transition énergétique allemande

L'omniprésence du terme dans les documents et discours consacrés à la transition énergétique en France rend d'autant plus criante l'absence de la *Suffizienz* dans les stratégies allemandes.

En France, le concept de sobriété énergétique fait sa première apparition dans un texte législatif en 2015, mentionné brièvement dans la loi de transition énergétique pour la croissance verte (TECV). En 2020, elle est identifiée dans la Stratégie nationale bas carbone comme « l'un des grands leviers pour l'atteinte de la neutralité carbone » (MTE, 2020). Feuille de route de la France pour réduire ses émissions de gaz à effet de serre, le document insiste sur la nécessité d'« un changement important des modes de consommation » (ibid.). En 2022, face à un risque inédit de pénurie d'électricité et de gaz durant l'hiver, le terme est propulsé sur le devant de la scène politique. Le 14 juillet, lors de la fête nationale, le président Emmanuel Macron appelle le pays à « entrer collectivement dans une logique de sobriété » (Macron, 2022). En octobre, le gouvernement présente un « plan de sobriété² » qui doit susciter la « mobilisation générale » pour réduire la consommation énergétique du pays de 10 % en deux ans. Il appelle les institutions publiques à l'exemplarité et liste une série de recommandations concrètes à mettre en œuvre. Le mot est largement repris par les médias : au seul mois d'octobre 2022, 18 articles du journal quotidien Le Monde comportent, dans leur titre, le terme de « sobriété »³.

« La politique allemande n'ose pas parler de sobriété. »

En Allemagne, le terme de *Suffizienz* ne connaît pas la même notoriété. S'il fait l'objet, à partir des années 2010, d'un nombre croissant de publications et de projets de recherche (Kopatz, 2014), il n'infuse pas dans l'espace médiatique et politique. Contrairement à la France, aucune loi ni stratégie nationale ne l'utilise explicitement. Cette absence lexicale est particulièrement visible lorsqu'on compare les traductions officielles des textes législatifs européens. Quand les versions françaises emploient le mot « sobriété », les traductions allemandes parlent de « mesures de réduction de consommation » (*Maßnahmen zur Verbrauchsminderung*) ou de « faible consommation d'énergie » (*geringer Energieverbrauch*) (OFATE, 2023). Le contexte de la crise énergétique n'a pas changé la donne. Le « décret relatif aux économies d'énergie de court terme » (EnSikuMaV), adopté par le gouvernement allemand en octobre 2022, comprend des mesures similaires au plan de sobriété français, mais il ne mentionne aucunement la *Suffizienz*. Dans l'ensemble, les discours et les campagnes de communication visant à mobiliser les Allemands pour la transition énergétique mettent beaucoup plus l'accent sur les mesures d'efficacité énergétique (installation de pompes à chaleur, achat d'équipements performants, rénovation énergétique) que sur les changements de comportement. Pour Arne Steffen, architecte et spécialiste des questions de sobriété immobilière : « La politique allemande n'ose pas parler de sobriété. Elle préfère miser sur des solutions techniques pour les problèmes énergétiques et le réchauffement climatique⁴ ». (dialogue IX⁵)

L'existence légale de la sobriété et sa reconnaissance explicite par les pouvoirs publics ont sans doute contribué, en France, à l'émergence d'un consensus autour de la nécessité de réduire la demande en énergie. Élaboré en concertation avec les acteurs économiques, les experts et les représentants du monde associatif et syndical, le plan de sobriété gouvernemental a permis, selon l'association négaWatt, de « poser un cadre et de lancer une dynamique en matière de sobriété » (négaWatt, 2023). Appuyé par les travaux d'institutions de référence telles que le gestionnaire du réseau public de transport d'électricité (RTE, 2023a), l'ADEME ou l'Agence internationale de l'énergie (IEA, 2022), le volontarisme français entourant la promotion du concept de sobriété a eu des

² Le plan de sobriété comprend quinze propositions, formulées comme des recommandations. Celles-ci concernent notamment les températures de chauffe dans les bureaux, l'incitation au télétravail dans les administrations ou encore la limitation à 110 km/h pour les trajets non urgents réalisés par les agents de la fonction publique. Consulter le plan de sobriété en cliquant [sur ce lien](#).

³ Recensement réalisé par les auteurs à partir de la page web lemonde.fr consultée le 21 août 2024.

⁴ « Die deutsche Politik traut sich nicht, über Suffizienz zu sprechen. Stattdessen setzt man auf technische Lösungen für Energieprobleme und Erderwärmung. » (traduction par les auteurs)

⁵ Les dialogues organisés par le Forum pour l'avenir franco-allemand et mentionnés dans ce document sont répertoriés dans l'annexe page 17.

répercussions à l'échelle internationale. Selon l'économiste Yamina Saheb, coautrice du rapport du GIEC, l'inscription de la sobriété dans la législation française a joué un rôle déterminant dans son intégration au rapport scientifique des experts internationaux (Noualhat, 2024). En avril 2022, celui-ci consacre pour la première fois un chapitre entier aux mesures visant à une réduction de la demande en biens et services.

En Allemagne, la sobriété n'a pas encore été reconnue officiellement comme un levier stratégique des politiques énergétiques et climatiques. Pourtant, de nombreuses organisations scientifiques et de la société civile se prononcent en sa faveur. En avril 2022, 78 scientifiques allemands signaient un appel collectif à faire de la sobriété un principe directeur de la politique énergétique allemande (Autor:innengruppe Energiesuffizienz, 2022)⁶. En mai 2024, le Conseil d'experts pour l'environnement (*Sachverständigenrat für Umweltfragen*), organe consultatif scientifique du gouvernement fédéral allemand, a publié un rapport d'une centaine de pages plaçant pour l'ouverture d'une large discussion sur la *Suffizienz*. Ce rapport explore en profondeur les enjeux et les implications de la sobriété. Le détail de l'argumentation et la prudence des auteurs, qui font le choix d'appeler à une discussion plutôt que d'émettre des recommandations politiques concrètes, témoignent à la fois du caractère encore très controversé de la *Suffizienz* en Allemagne mais aussi de sa radicalité, puisqu'elle est décrite comme « à la fois très exigeante et lourde de conséquences⁷ » pour la société. Cette perception est représentative de la vision allemande de la *Suffizienz*, présentée comme un concept « politiquement risqué⁸ ». Même lorsqu'ils en reconnaissent l'importance, les acteurs allemands hésitent souvent à s'emparer du terme, de peur d'alimenter la défiance et les discours jugeant les politiques environnementales trop restrictives, voire liberticides ou menaçant la croissance économique. En France, au moins depuis qu'elle a été adoptée par les pouvoirs publics, la sobriété n'est plus toujours associée à une remise en cause profonde du système.

Thèse 2 En France, l'ambiguïté autour de la sobriété est à la fois sa force et sa faiblesse

Si la sobriété semble faire l'objet d'un plus large consensus en France qu'en Allemagne, ce n'est pas le cas de sa définition. Car le succès du concept s'accompagne d'un flou autour de son contenu, en l'absence de définition officielle clairement établie. Selon l'étude des cadres d'application de la sobriété menée par Cézard et Mourad, la sobriété renvoie à un « continuum de démarches » oscillant entre, d'un côté, le discours institutionnalisé sur la croissance verte, et, de l'autre, des réflexions sur de nouveaux projets sociétaux (Cézard & Mourad, 2019). Pour les auteurs, cette approche, suffisamment large pour être consensuelle, constitue à la fois la force du concept et sa faiblesse, puisqu'il recouvre des projets politiques, sociétaux, économiques ou sociaux parfois divergents (ibid.).

Le flou concerne aussi la frontière entre sobriété et efficacité. Bien établie dans la littérature scientifique, la distinction théorique entre les deux approches est poreuse dans l'espace politique. Ainsi, les textes et discours officiels français regroupent parfois sous la bannière de la « sobriété » des mesures et pratiques d'économies d'énergie relevant de l'efficacité⁹. À cet égard, l'approche française diffère peut-être moins qu'il n'y paraît de celle de l'Allemagne, où les textes et discours officiels englobent souvent sous le terme d'« économies d'énergie » ou même d'« efficacité énergétique » toutes les mesures visant à réduire la demande en énergie, sans distinguer les économies réalisées grâce aux technologies et celles permises grâce aux transformations des modes de vie¹⁰.

Cette ambiguïté sémantique complique la comparaison franco-allemande et l'évaluation des efforts des deux pays en matière de sobriété. Se limiter à l'analyse des discours ou documents mentionnant explicitement les termes de sobriété et de *Suffizienz* risque de conduire à une surestimation des démarches de sobriété en France et à leur minimisation en Allemagne.

⁶ Voir aussi Bund, 2023 ; Frick, et al., 2022 ; Fee et al., 2022 ; Wuppertal Institut., 2023 ; SRU, 2024.

⁷ « Weil Suffizienz einerseits so voraussetzungsvoll, andererseits so folgenreich für die Gesellschaft ist, bedarf es eines breiten gesellschaftlichen Austausches von Argumenten, Positionen und Ideen. » (SRU, 2024, p. 69) (traduction par les auteurs)

⁸ « Doch auch wenn Suffizienz ein unbequemes Thema ist und angesichts einer wachsenden Polarisierung womöglich als politisch riskant wahrgenommen wird, ist ein Diskurs darüber notwendig. » (SRU, 2024, p. 69) (traduction par les auteurs)

⁹ C'est une des critiques formulées par le think tank français Carbone4 à l'encontre du plan de sobriété français : « Quand on analyse en détail les mesures de "sobriété" proposées par le gouvernement, on remarque qu'environ 3/4 d'entre elles sont en fait des mesures d'anti-gaspillage et d'efficacité. » (Carbone4, 2022). L'économiste Eloi Laurent parle de son côté d'un « contresens fatal » dans l'usage du terme de « sobriété » par l'article 2 de la loi sur la transition écologique, qui fait référence au « déploiement de processus sobres », et donc à l'efficacité plutôt qu'au changement de comportements (Laurent, 2022).

¹⁰ Par exemple, la Loi sur l'efficacité énergétique (*Energieeffizienzgesetz*), adoptée par le *Bundestag* en septembre 2023, prévoit des démarches relevant de la sobriété, telles que la sensibilisation des salariés (OFATE, 2023, p. 19).

Alors que l'Allemagne aurait d'abord besoin d'une reconnaissance officielle de la sobriété comme pilier indispensable de la transition énergétique, la France gagnerait à en préciser les contours. Mais au-delà de ces différences notables dans les discours, la situation dans les deux pays est plus similaire qu'il n'y paraît : en Allemagne comme en France, la sobriété fait figure de parent pauvre des politiques de transition écologique.

Thèse 3 La sobriété est trop souvent réduite aux efforts individuels à court terme

Baisser le chauffage, prendre des douches plus courtes, éteindre les veilles, porter des pulls... ces « écogestes » du quotidien ont occupé une place centrale dans la communication publique des deux pays au plus fort de la crise énergétique de 2022-2023. En septembre 2022, le ministre français de l'Économie Bruno Le Maire déclare au micro de France Inter : « Vous ne me verrez plus avec une cravate, mais avec un col roulé. [...] Ça nous permettra de faire des économies d'énergie et de faire preuve de sobriété » (Demorand & Salamé, 2022). Dans les semaines qui suivent, Bruno Le Maire, le président Emmanuel Macron et la première ministre Elisabeth Borne se montrent vêtus de doudounes ou de cols roulés dans leurs bureaux – une stratégie de communication politique qui suscite de nombreuses réactions dans les médias¹¹. L'objectif est clair : montrer l'exemple et sensibiliser la population aux nouveaux comportements à adopter. Dans la continuité de la grande campagne de communication intitulée « Chaque geste compte », l'accent est mis sur les petits ajustements à adopter au quotidien.

CAMPAGNE DE COMMUNICATION DU MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, 2022



Diffusé à partir du 10 octobre 2022, ce spot télévisé, issu de la campagne gouvernementale « Chaque geste compte », montre les bons réflexes à adopter au quotidien. (Captures d'écran : Ministères Écologie Territoires, 2022)

Opérés dans l'urgence de la crise énergétique, ces ajustements individuels, et en particulier la baisse du chauffage, ont eu un impact rapide sur la consommation énergétique. En France, la mobilisation en faveur de la sobriété a, selon les données officielles, permis de réduire la consommation d'électricité et de gaz (corrigée des variations climatiques¹²) de 12,2 % entre août 2022 et juillet 2023 par rapport à 2018-2019 (MTE, 2024). D'après le gestionnaire du réseau public de transport d'électricité RTE, les trois quarts de cette baisse seraient attribuables aux efforts individuels de sobriété concernant en particulier le chauffage des logements (RTE, 2023b). En Allemagne, selon l'Agence fédérale des réseaux, la consommation de gaz a diminué d'environ 20 % pendant l'hiver 2022-2023 par rapport aux années précédentes (Bundesnetzagentur, 2023). Là encore, plusieurs études imputent une grande partie de ces économies d'énergie au changement des comportements de chauffage (Behr et al., 2023 ; Ruhnau et al., 2023).

¹¹ Voir par exemple David, 2022 ; Berrod, 2022 ; Gas, 2022.

¹² "Corrigée des variations climatiques" signifie que les données de consommation d'électricité et de gaz ont été ajustées pour neutraliser l'impact des conditions météorologiques. Cette correction permet de comparer les évolutions de la consommation indépendamment des écarts de température d'une année à l'autre, notamment en tenant compte des hivers plus ou moins rigoureux ou des étés plus ou moins chauds.

Cependant, la « stratégie des petits gestes » a aussi montré ses limites. Ainsi, plusieurs sondages montrent que le recul de la consommation aurait davantage résulté d'une réponse conjoncturelle à l'inflation plutôt qu'à une évolution durable des pratiques (Behr et al., 2023 ; Ipsos - RTE, 2022). En outre, selon les enquêtes du Centre de Recherche pour l'Étude et l'Observation des Conditions de Vie (CRÉDOC), les changements de comportements auraient été générateurs de mal-être et d'un sentiment de frustration, peu propices à installer des changements de société durables (Hoibian, 2022).

En France, l'emploi intensif du terme de « sobriété » dans ce contexte lui a donné une teinte particulière : pour beaucoup, la sobriété se résume exclusivement à la pratique de ces écogestes (Breucker & Nguyen, 2024). Pourtant, les ajustements individuels ne constituent qu'une petite partie de ce que recouvre la sobriété. Nos comportements individuels, mais aussi ceux des entreprises et autres agents économiques, sont largement déterminés par des cadres structurels façonnés par l'aménagement du territoire, les réglementations, les infrastructures ou encore l'offre de consommation. Pour la chercheuse allemande Michaela Christ : « Une consommation élevée de ressources n'est pas le fruit du hasard, elle découle de politiques influençant nos modes de vie. Si conduire une voiture, prendre l'avion ou construire une maison individuelle est si attractif et abordable, c'est grâce à des aides financières, des subventions mais aussi des avantages fiscaux¹³ ». (dialogue I)

« Une consommation élevée de ressources n'est pas le fruit du hasard, elle découle de politiques influençant nos modes de vie. »

Pour enclencher des changements de mode de vie pérennes, une politique de sobriété ambitieuse doit donc dépasser les seuls efforts de sensibilisation et les appels à la responsabilité individuelle. Elle doit s'appuyer sur des mesures structurelles capables de transformer le cadre collectif afin de rendre les comportements sobres non seulement possibles mais aussi attractifs et évidents pour tous et toutes. Pour le Comité d'éthique allemand¹⁴, il s'agit d'une obligation éthique pour les pouvoirs publics. Dans un avis publié en mars 2024, il affirme : « Il est inapproprié que des acteurs publics attendent des individus qu'ils adoptent une consommation moins émettrice en carbone alors que le système économique et social soutenu par ces mêmes institutions ne favorise pas, voire entrave, une telle évolution des comportements¹⁵ ».

Malgré son rôle de « tête de file des promoteurs de la sobriété énergétique en Europe » (Laville et al., 2024), la France n'a pas encore adopté d'approche pleinement structurelle et systémique de la sobriété. Pour Fiona Breucker et Phuc Vinh Nguyen, chercheurs en sobriété énergétique à l'Institut Jacques Delors, « la sobriété telle qu'actuellement consacrée par l'exécutif français souffre, pour l'heure, d'une absence notable de mesures contraignantes et systémiques » (Breucker & Nguyen, 2024). Cette observation est confirmée par une étude de 2021 qui révélait que l'usage intensif du terme « sobriété » dans le Plan national énergie et climat (NECP) français ne se traduisait pas par un nombre plus élevé de politiques structurelles de sobriété que dans les autres pays européens (Zell-Ziegler et al., 2021). En 2023, un article de Lage et al. évaluait la part des mesures relevant de la sobriété dans les NECP français et allemand à un niveau similairement bas : 9 % pour la France et 7 % pour l'Allemagne (Lage et al., 2023, p. 5)¹⁶.

Ainsi, malgré une visibilité contrastée de la sobriété dans le débat public et les documents officiels des deux pays, une réalité commune émerge : la sobriété reste marginale dans la mise en œuvre opérationnelle et structurelle de la transition énergétique. En Allemagne comme en France, les appels aux changements de comportements ont été présentés comme une solution provisoire de gestion de crise plutôt que comme un objectif à long terme (Best, 2024 ; Reghezza-Zitt, 2022). Les mesures et appels à économiser l'énergie

¹³ « Ein hoher Ressourcenverbrauch ist kein Zufall, sondern das Ergebnis politischer Maßnahmen, die unseren Lebensstil beeinflussen. Ein Auto zu fahren, zu fliegen oder ein Einfamilienhaus zu bauen ist so attraktiv und erschwinglich, weil es finanzielle Unterstützung, Steuervergünstigungen und Subventionen gibt. » (traduction par les auteurs)

¹⁴ Le Deutsche Ethikrat (Comité d'éthique allemand) est une institution indépendante chargée d'examiner les questions éthiques complexes liées aux avancées scientifiques, technologiques et sociétales. Créé en 2008, il joue le rôle d'organe consultatif pour le gouvernement fédéral et le Parlement allemand. Ses 24 membres sont des scientifiques et des représentants de la société civile.

¹⁵ « Es ist unangemessen, wenn staatliche Akteure von Individuen emissionsärmeren Konsum erwarten, solange innerhalb der vom selben Staat gewollten und unterstützten Wirtschafts- und Gesellschaftsordnung die Voraussetzungen dafür zu einem guten Teil nicht erfüllt sind oder sogar konterkariert werden. » (Deutscher Ethikrat, 2024, p. 21) (traduction par les auteurs)

¹⁶ En termes absolus, le nombre de mesures liées à la sobriété identifié par Lage et al. est plus élevé dans le NECP allemand que dans le NECP français. Cependant, si l'on considère le nombre total de mesures de politiques publiques présentées dans chaque plan, la proportion de mesures de sobriété est légèrement plus élevée dans le NECP français.

ont été expliqués en premier lieu comme une réponse à la situation géopolitique qui faisait craindre une rupture d'approvisionnement¹⁷, l'argument climatique n'apparaissant qu'en second plan. D'ailleurs, une fois dissipées les inquiétudes initiales concernant la sécurité d'approvisionnement énergétique, la promotion de la sobriété s'est faite beaucoup plus discrète. En Allemagne, le décret relatif aux économies d'énergie de court terme, qui contenait des mesures comme la limitation de la température à 19°C dans les bâtiments publics ou l'interdiction d'éclairer les monuments historiques, a expiré en avril 2023, sans être reconduit. En France, même si le plan de sobriété a été renouvelé et des campagnes de communication pour inciter aux économies d'énergie sont relancées régulièrement¹⁸, la « mobilisation générale » de l'hiver 2022 paraît lointaine. La baisse des tarifs de l'énergie, les évolutions politiques et les critiques visant les politiques écologiques amenaient d'ailleurs certains observateurs, lors des élections européennes de juin 2024, à redouter que la sobriété soit désormais « morte et enterrée » (Inchauspé, 2024).

Pour déployer tout son potentiel, la sobriété devra dépasser la seule logique individuelle et court-termiste pour s'inscrire dans des transformations structurelles qui faciliteront les changements de comportement à grande échelle et à long terme. Dans le domaine de la mobilité, cela implique par exemple le développement d'une offre de transports publics accessibles, efficaces et attractifs, y compris dans les zones rurales. En matière de logement, cela passe par exemple par l'optimisation de l'usage du parc immobilier et le soutien à la mobilité résidentielle. La psychologie sociale et cognitive montre que, pour que les changements opérés soient pérennes, il faut qu'ils s'accompagnent d'un sentiment de libre choix et d'une forme de désirabilité des nouvelles pratiques (Hoibian, 2022). Pour être acceptées et soutenues par la population, ces transformations doivent donc être perçues comme justes et porteuses d'un « mieux » immédiat et tangible.

Thèse 4 Les politiques actuelles confondent sobriété et privation

Austérité, privation, « retour à la bougie » : en France comme en Allemagne, la sobriété est souvent associée à la contrainte, au renoncement, voire au déclin (ADEME, 2022 ; Nobis et al., 2024). Selon les élus et les cadres territoriaux interrogés par le Forum pour l'avenir, cette perception négative serait une des raisons principales de son rôle marginal dans les politiques actuelles de lutte contre le dérèglement climatique. La sobriété effraie, elle semble incompatible avec le confort, le progrès, le développement des communes.

« Les politiques de sobriété sont bien plus que seulement moins. »

Pourtant, la restriction n'est qu'une des deux faces de la sobriété telle que la présentent les experts internationaux du GIEC. En intégrant la notion de bien-être dans leur définition, ils associent au « moins » un « mieux ». La sobriété désigne la recherche d'un niveau de consommation et de production qui soit compatible non seulement avec la viabilité de la biosphère mais aussi avec le bien-être de toutes et tous, compromis par le réchauffement climatique. Cette idée d'un équilibre entre un plancher social et un plafond environnemental rejoint la « théorie du donut » défendue par l'économiste anglaise Kate Raworth (2017)¹⁹. En définitive, pour reprendre les termes de la chercheuse allemande Michaela Christ : « Les politiques de sobriété sont bien plus que seulement moins²⁰. » (dialogue I)

Cette double dimension du « moins » et du « mieux » trouve son reflet dans la complémentarité des notions françaises et allemandes de sobriété et de *Suffizienz*.

¹⁷ Ainsi, le communiqué de presse du ministère fédéral allemand de l'économie et de la protection du climat, publié lors de l'adoption de deux décrets sur les économies d'énergie en août 2022, met l'accent sur la nécessité d'assurer la sécurité d'approvisionnement pour l'hiver, sans aborder la question de la protection du climat. (Voir par exemple BMWK, 2022).

¹⁸ En octobre 2024, le gouvernement lance la troisième édition de la campagne « Chaque geste compte » pour encourager les économies d'énergie. Déployée jusqu'au 28 février 2025, elle comporte des spots radio et de petits clips, fondés sur le comique de répétition, rappelant les bons réflexes en matière de consommation d'énergie (Lenormand, 2024).

¹⁹ Un concept similaire à celui de l'économie du donut est celui des corridors de consommation, développé notamment par Antonietta Di Giulio et Doris Fuchs. Ce concept repose sur l'idée qu'une consommation durable peut se situer dans un corridor délimité par des normes minimales, nécessaires pour satisfaire les besoins fondamentaux des générations actuelles et futures, et des normes maximales, qui garantissent que la consommation ne compromet pas la qualité de vie des autres et des générations à venir. La sobriété, en tant que stratégie de durabilité, signifie dans ce contexte la négociation et le respect des limites de ce corridor durable (Fuchs et al., 2021).

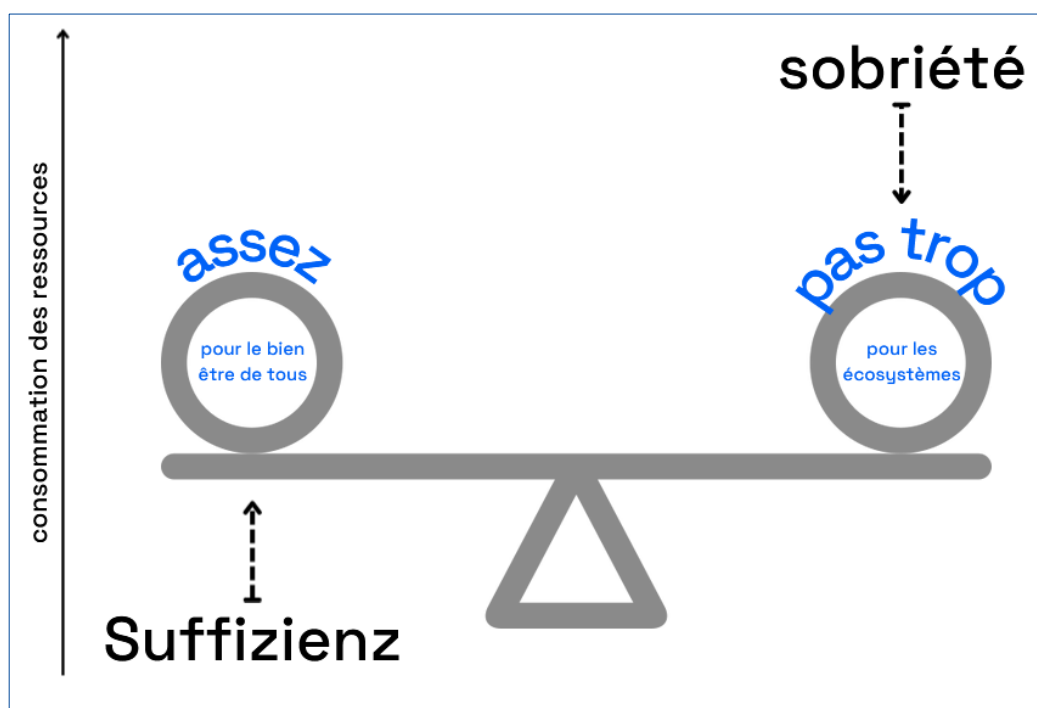
²⁰ « *Suffizienzpolitik ist mehr als nur weniger.* » (traduction par les auteurs)

Malgré une définition commune et largement partagée par les scientifiques des deux pays, les deux termes ne sont pas parfaitement équivalents. Ils se complètent néanmoins pour illustrer deux facettes indissociables de la sobriété.

Dans le vocabulaire français courant, le mot sobriété est associé au registre de l'alcool. Conformément à son origine latine, la sobriété s'oppose à l'ébriété ou l'ivresse. Par extension, elle désigne la « qualité de quelqu'un qui se comporte avec retenue » (Larousse, s.d.). Les traductions françaises de la Bible y font plusieurs fois mention, comme synonyme de modération, de sagesse et de lucidité. De son côté, le mot allemand *Suffizienz* – du latin *sufficere* (suffire) – est dénué de cette connotation spirituelle. Il appartient historiquement à la médecine : contraire de l'« insuffisance » (*Insuffizienz*), il décrit le bon fonctionnement d'un organe du corps (Duden, s.d.).

Alors que l'étymologie du terme allemand (et de son jumeau anglais *sufficiency*) illustre un état de satisfaction, celle de la sobriété évoque avant tout l'autolimitation. Certains experts français déplorent d'ailleurs cette connotation et proposent de privilégier à la sobriété des termes dont le sens serait plus proche de la *Suffizienz* allemande, comme la « satiété » (Dang, 2023 ; Wakim, 2024).

LES DEUX FACES DE LA SOBRIÉTÉ



Les accents respectifs contenus dans les termes sobriété et *Suffizienz* reflètent deux facettes complémentaires du concept.
© Forum pour l'avenir

Instituer la sobriété-satiété dans les politiques publiques appelle à (re)penser la consommation des ressources sous l'angle de la justice sociale. Dans cette perspective, la modération ne peut être demandée qu'à celles et ceux qui surconsomment²¹. Aux autres doivent être assurées les conditions du « bien vivre ». Pour les personnes en situation de précarité, les politiques de sobriété doivent donc conduire à un « plus » : un accès renforcé aux ressources permettant une amélioration de leur qualité de vie. Si elle est pensée seulement comme une politique de réduction de la demande, la sobriété risque d'aggraver le manque sans réduire les excès. C'est le cas quand les incitations à la modération reposent exclusivement sur une hausse des prix indifférenciée, ce qui, quand elle concerne par exemple l'énergie, l'alimentation, le logement ou les transports, pèse plus lourdement sur les ménages à bas revenus que sur les ménages aux revenus élevés (Priem et al., 2022).

Ce risque se retrouve également dans l'action des collectivités territoriales, si la baisse de leur consommation énergétique s'effectue au détriment de la qualité du service public. Ce dilemme, soulevé par les actrices et les acteurs des collectivités interrogés par le Forum pour l'avenir, se manifeste par exemple dans le contexte de la gestion du patrimoine immobilier local. Pour rationaliser l'usage des bâtiments publics, responsables d'une part

²¹ Plusieurs études montrent que ce sont les personnes les plus aisées qui ont l'empreinte carbone la plus élevée, en raison notamment de leurs conditions de logement et de leur mobilité (BMUV, 2023).

écrasante de leurs consommations énergétiques, les collectivités sont de plus en plus nombreuses à élaborer des stratégies immobilières pour identifier les leviers disponibles (rénovation partielle, globale, regroupement des services dans des bâtiments moins nombreux, restriction des heures d'ouverture, vente de certains bâtiments, etc.). Si ces efforts de rationalisation sont uniquement guidés par des critères quantitatifs, sans tenir compte du critère d'accessibilité aux services publics, ils peuvent certes réduire la consommation énergétique, mais nuire à leur qualité et créer des inégalités d'accès.

Prendre en compte la notion de « bien-être » dans les politiques de sobriété implique de veiller à leurs éventuelles conséquences négatives. Celles-ci ne sont pas toujours valables de manière uniforme. Comme le signale le représentant d'une collectivité française : « Certaines mesures de sobriété semblent idéales sur le papier, mais ne fonctionnent pas dans la réalité. Prenons l'exemple de l'éclairage public : si vous éteignez entre 22h et 5h du matin sans prendre en compte le fait que le dernier bus arrive à 23h30, ça pose problème. Comme l'insécurité la nuit est plus grande pour les femmes que pour les hommes, c'est carrément discriminant. Ignorer ces différences, c'est risquer de manquer l'objectif d'une transition juste. » (dialogue III) Une politique de sobriété ambitieuse doit donc aller au-delà du seul objectif de réduction des consommations pour intégrer les réalités sociales et territoriales.

Thèse 5 Les politiques de sobriété doivent générer des bénéfices tangibles et immédiats

Bien que largement établie dans la littérature académique, la définition de la sobriété comme garante d'équité et de bien-être demeure marginale dans les politiques climatiques (Lejeune, 2022 ; SRU, 2024). Pourtant, c'est un facteur clé de son acceptabilité (Maestre-Andrés et al., 2019). C'est aussi la condition pour en faire un horizon désirable et l'objet d'une aspiration positive, loin des images de privation ou de régression sociale.

Les discours qui présentent la sobriété comme une contrainte liberticide occultent souvent les conséquences dramatiques de l'inaction (SRU, 2024) : ce n'est pas la transition écologique qui menace nos libertés et notre qualité de vie, mais bien les crises environnementales²². Par son caractère préventif au regard du dépassement des limites planétaires, la sobriété apparaît comme un amortisseur des crises et chocs à venir et l'unique moyen de conserver des conditions de vie acceptables sur la planète (Nicoloso, 2022). Si cette prise de conscience est de plus en plus largement partagée, la sensibilité environnementale n'est pas un moteur suffisant pour faire évoluer durablement les pratiques²³. Cela s'explique notamment par le fait que les effets positifs de la sobriété pour l'environnement seront surtout visibles sur le long terme, alors que les efforts doivent être fournis à court terme.

Il est donc crucial de rendre visibles les avantages immédiats des politiques de sobriété. Au-delà de son potentiel pour la protection des écosystèmes et la lutte contre les inégalités, les mesures de sobriété peuvent générer des « cobénéfices » multiples et tangibles à court terme, tant à l'échelle individuelle que collective : création d'emplois, amélioration de la santé, renforcement de la cohésion sociale, mais aussi résilience géostratégique et économique (Bohnenberger, 2021 ; Creutzig et al., 2021). Ces bénéfices sont trop souvent relégués au second plan dans les discours justifiant les politiques de sobriété, où l'accent est principalement mis sur les objectifs de réduction de la consommation des ressources (Fischer & Griebshammer, 2013 ; Spengler, 2018). Orienter plus fortement les discours autour de ces cobénéfices permettrait de renforcer la légitimité et l'acceptabilité des mesures de sobriété (Lage & Graef, 2022).

Ces cobénéfices ne sont pas toujours automatiques : il faut parfois les « construire » de manière proactive par des politiques publiques adaptées. Par exemple, en ville, choisir de se déplacer à vélo plutôt qu'en voiture n'est pas forcément la solution la plus pratique, la plus sûre et la plus rapide. Pour qu'elle le devienne, une planification urbaine et des infrastructures adaptées sont nécessaires. La promotion des modes de transport sobres, tels que la marche, le vélo ou les transports en commun, doit être soutenue par des aménagements urbains qui en font une forme de mobilité plus efficace, plus sûre et moins

²² Ce constat a été acté en 2021 par la Cour constitutionnelle allemande dans un arrêt historique, soulignant que l'inaction climatique compromettrait la liberté et la dignité des générations futures (BVerfG, 24 mars 2021, 1 BvR 2656/18).

²³ Le baromètre « Sobriétés et modes de vie » publié par l'ADEME en mars 2024 montre que 77 % des Français considèrent que « notre manière de consommer est nuisible pour l'environnement » et 83 % pensent que « en France, les gens consomment trop » (ADEME, L'ObSoCo, 2024). Pourtant, à peine plus d'un quart de la population semble admettre sa propre contribution au problème. Ainsi, 82 % des personnes interrogées affirment que leur mode de vie est déjà sobre (ibid.). (Voir aussi BMUV, 2023).

coûteuse que la mobilité reposant sur des énergies fossiles. Comme le soulignait Jonas Lage, sociologue à l'Université de Flensburg, lors d'un échange organisé par le Forum pour l'avenir : « Les habitants de Copenhague ne prennent pas le vélo parce qu'ils sont tous écolos, mais parce que la ville est conçue de façon à rendre le vélo normal, facile, agréable et pratique – bien plus que la voiture²⁴. » (dialogue VIII)

« Les habitants de Copenhague ne prennent pas le vélo parce qu'ils sont tous écolos. »

Aujourd'hui, de nombreuses infrastructures favorisent des comportements très consommateurs. Les particuliers comme les entreprises se tournent souvent vers des options à forte empreinte écologique car les alternatives plus vertueuses sont moins attrayantes, plus chères ou moins accessibles. Un rapport de Greenpeace a par exemple montré qu'en 2023, le train était en moyenne deux fois plus cher que l'avion en Europe (Greenpeace, 2023). Dans ce contexte, malgré la prise de conscience écologique, opter pour le train plutôt que l'avion représente un effort important que beaucoup ne peuvent ou ne veulent pas réaliser.

Construire les cobénéfices de la sobriété signifie également déconstruire les avantages liés aux comportements de surconsommation. En France comme en Allemagne, de nombreuses réglementations, dépenses publiques et exonérations favorisent les pratiques énergivores. Pour être en cohérence avec les appels aux changements des comportements individuels et collectifs, les gouvernements doivent s'engager à supprimer progressivement ces dispositifs. Cela renforcerait la crédibilité des politiques de sobriété et libérerait des marges financières supplémentaires pour financer la transition énergétique (→ voir les [recommandations](#) du Forum pour l'avenir).

Thèse 6 Les collectivités sont les acteurs-clés d'une sobriété structurelle et désirable

En 2022-2023, la crise énergétique a exigé des collectivités territoriales qu'elles adoptent rapidement des mesures pour réduire les consommations. En France, elles ont été nombreuses à suivre l'impulsion du gouvernement national et à adopter leurs propres plans de sobriété. Dans certaines collectivités, comme à Lyon, ce contexte de crise a constitué un élément déclencheur pour aller au-delà des mesures ponctuelles, engager une réflexion approfondie sur les consommations de la ville et élaborer une stratégie de sobriété inscrite dans une perspective de long terme.

À Lyon, la sobriété au cœur de l'administration

En octobre 2022, la ville de Lyon adopte un plan de sobriété visant à réduire de 10 % ses consommations d'énergie en un an, tout en maintenant l'ensemble de ses services publics. Axé sur des actions de court et moyen terme, ce plan comprend 18 mesures, dont la baisse des températures dans les bâtiments publics et la réduction de l'éclairage public. Il annonce aussi la sensibilisation et la formation des agents de la collectivité aux écogestes et la création d'un réseau de 200 « correspondants sobriété ». Ces professionnels aux profils variés (directeur de crèche d'école, gestionnaire de cimetière, gardien, responsable technique de site...) sont nommés pour devenir des interlocuteurs de proximité, suivre l'application des mesures sur le terrain, signaler les dysfonctionnements et expliquer les mesures de sobriété aux usagers. La mise en place de ce réseau s'insère dans le cadre plus global du « projet d'administration en faveur de la transition écologique et sociale » porté par la nouvelle municipalité écologiste depuis 2020 (Ville de Lyon, 2021), dont l'objectif est de promouvoir une organisation de l'administration moins descendante, plus transversale et plus collaborative. En pérennisant cette stratégie au-delà de la crise énergétique, Lyon souhaite inscrire les pratiques administratives dans une trajectoire de sobriété à long terme.

Au-delà de la réduction de leurs propres consommations, les collectivités jouent un rôle central pour créer les conditions propices à l'adoption de pratiques moins consommatrices par les acteurs du territoire. En effet, à l'échelle locale sont organisés des systèmes qui

²⁴ « Die Kopenhagener:innen fahren nicht Fahrrad, weil sie alle Ökos sind, sondern weil die Stadt so gebaut ist, dass Fahrradfahren - und eben nicht Autofahren - das Normale, das Einfache, das Schöne und das Bequeme ist... » (traduction par les auteurs)

influencent fortement les pratiques du quotidien : mobilité, habitat, consommation, alimentation etc. Les comportements de sobriété dépendent de la présence d'infrastructures adaptées : un réseau de transport en commun efficace et abordable, des espaces de détente et de loisirs accessibles sans la voiture ou encore une offre de commerces et de services publics de proximité. Cela requiert d'intégrer la sobriété comme fil conducteur dans tous les champs de l'action locale. Les solutions concrètes et efficaces, notamment en matière d'aménagement urbain, doivent être adaptées aux spécificités des territoires.

De nombreuses actions sont déjà mises en œuvre à l'échelle locale, sans être toujours associées à la sobriété : prioriser la revitalisation des centres-villes plutôt que l'étalement urbain, aménager des pistes cyclables sécurisées, promouvoir l'habitat collectif, etc. Ces leviers ne sont ni nouveaux, ni toujours innovants. À la différence des stratégies axées sur l'innovation technique, la sobriété ne requiert ni technologies onéreuses ni, dans bien des cas, d'investissements importants (Böcker et al., 2021). Toutefois, elle implique souvent un changement de paradigme, car elle s'inscrit en rupture avec une organisation territoriale longtemps centrée sur la prévalence de la mobilité automobile, de l'habitat individuel et une logique de croissance infinie.

La sobriété s'impose de plus en plus explicitement comme un impératif dans certains domaines spécifiques de l'action territoriale, par exemple dans la gestion du patrimoine immobilier municipal ou pour limiter l'étalement urbain. Elle est encore rarement envisagée comme un principe directeur transversal. Pour exprimer tout son potentiel, la sobriété devrait pourtant être déclinée dans tous les domaines de compétences des collectivités. Cela requiert une vision systémique de la façon dont l'énergie et les ressources naturelles sont utilisées dans le territoire (Lejeune, 2022) et la mise en cohérence des différents documents de planification territoriale avec l'objectif de sobriété. Certaines collectivités ont déjà engagé de telles démarches : en Allemagne, la ville de Münster a par exemple mené un diagnostic territorial approfondi afin d'identifier tous les leviers à sa disposition pour favoriser des comportements de consommation, de mobilité et d'habitat respectueux du climat.

La ville de Münster recense le potentiel de la sobriété dans tous les secteurs

En 2017, la ville de Münster a été l'une des premières communes allemandes à présenter une stratégie transversale de sobriété, intitulée « Stratégie pour des décisions respectueuses du climat²⁵ ». Cette feuille de route détaillée a été conçue dans le cadre de l'élaboration du plan climat de la ville (*Masterplan 100 % Klimaschutz*), avec le soutien financier et méthodique du gouvernement fédéral (Stadt Münster, 2017b). Elle détaille les mesures envisagées pour promouvoir l'adoption par les habitants de modes de vie sobres. Elle intègre la sobriété comme un thème transversal de l'action communale. La stratégie invite à « établir des principes, des lignes directrices et des conditions cadres dans la ville de Münster afin de faciliter les décisions respectueuses du climat et de permettre une qualité de vie élevée avec une faible consommation de ressources²⁶ ». Elle est déclinée dans trois domaines prioritaires : « Consommation et alimentation », « Mobilité » et « Habitat et énergie », chacun assorti d'objectifs spécifiques et de recommandations sur les leviers à activer par la municipalité. Dans le domaine « Habitat et énergie », par exemple, la stratégie préconise la densification urbaine, la surélévation des bâtiments mais aussi la promotion de formes d'habitat alternatives.

Cependant, cette stratégie n'a pas de caractère contraignant et ne s'accompagne pas encore de décisions concrètes pour sa mise en œuvre. Les entretiens réalisés par le Forum pour l'avenir avec l'administration municipale et le bureau d'études révèlent que la stratégie de sobriété, bien qu'ambitieuse, n'a pas encore été pleinement intégrée comme ligne directrice dans l'ensemble des activités administratives.

Les entretiens et échanges menés par le Forum pour l'avenir avec différentes collectivités françaises et allemandes ont mis en lumière plusieurs freins au déploiement de telles démarches transversales. Parmi ces obstacles figurent la difficulté à mobiliser un soutien politique suffisamment fort pour impulser ces initiatives, le manque de ressources techniques et humaines nécessaires à la réalisation de diagnostics approfondis et de stratégies intégrées, ainsi que des habitudes de travail en silo qui ne permettent pas toujours de répondre à la dimension transversale de la sobriété.

²⁵ « Strategie für klimaschonende Entscheidungen » (Stadt Münster, 2017a) (traduction par les auteurs)

²⁶ « Prinzipien, Leitlinien und Rahmenbedingungen in der Stadt Münster etablieren, um klimaschonende Entscheidungen zu erleichtern und eine hohe Lebensqualität bei geringem Ressourcenverbrauch zu ermöglichen » (Stadt Münster, 2017a) (traduction par les auteurs)

À ces difficultés s'ajoutent des freins administratifs et fiscaux à l'échelle nationale qui entravent le déploiement de la sobriété à l'échelle locale. Bien que les collectivités disposent de nombreux leviers, elles opèrent dans un contexte peu favorable à la sobriété. On pense par exemple aux modalités de financement des collectivités qui les mettent en concurrence pour retenir ou attirer les habitants et les entreprises, principales sources de recettes fiscales (Böcker et al., 2021 ; Corre et al., 2021). La pression financière croissante à laquelle les communes font face les incite à mettre leur attractivité au centre de leurs choix d'aménagement, souvent au détriment des objectifs environnementaux : proposer des terrains pour la construction de nouveaux lotissements en bordure de ville, créer de nouvelles zones d'activités économiques, garantir la bonne circulation de la voiture individuelle etc. L'installation d'entreprises et l'essor de l'emploi sur le territoire sont des enjeux politiques, financiers, économiques et sociaux majeurs pour les décideurs locaux, puisqu'ils contribuent à financer les services publics et soutenir l'économie locale.

Même lorsqu'elles sont conscientes de la nécessité écologique et des cobénéfices des politiques de sobriété, les collectivités sont souvent prises dans des injonctions contradictoires. Elles doivent arbitrer entre le besoin de répondre à des objectifs d'attractivité et de croissance économique et celui d'engager des actions ambitieuses pour réduire la consommation des ressources. Ces tensions structurelles illustrent combien il est urgent de réformer les cadres nationaux pour permettre aux collectivités de concilier attractivité territoriale et transition écologique. Sans un accompagnement et des incitations appropriées, les ambitions en matière de sobriété risquent de rester secondaires face à des priorités économiques perçues comme incontournables.

Appel aux gouvernements des deux pays

La France peut se féliciter d'avoir fait le premier pas en reconnaissant officiellement l'évolution des modes de vie comme un des leviers essentiels de la transition énergétique. L'Allemagne devrait suivre cet exemple et consacrer elle aussi la sobriété comme un axe central de sa stratégie énergétique. Mais les déclarations d'intention et les appels à la responsabilité individuelle ne suffisent pas : pour déployer tout son potentiel, la sobriété doit faire l'objet de politiques structurelles cohérentes et ambitieuses, qui associent les pratiques vertueuses à un « mieux » et pas seulement à un « moins ».

Les gouvernements à Paris et ceux des *Länder* et du *Bund* en Allemagne ont un immense rôle à jouer pour impulser un tel changement de paradigme et soutenir concrètement les collectivités sur cette voie. Le Forum pour l'avenir émet des propositions d'action concrètes issues du dialogue franco-allemand. Il préconise notamment de formuler de manière beaucoup plus précise et opérationnelle les objectifs de sobriété dans les documents de planification et de pilotage de la transition énergétique, afin de fournir des orientations claires et cohérentes à tous les niveaux de l'action publique. Il plaide aussi pour que les collectivités bénéficient d'un accompagnement renforcé pour intégrer la sobriété dans leurs documents de planification. Enfin, pour renforcer la crédibilité des politiques de sobriété, les gouvernements français et allemands doivent s'engager à supprimer progressivement les réglementations, exonérations et dépenses publiques favorisant les pratiques énergivores. Cela aurait aussi l'avantage de libérer des marges financières supplémentaires pour financer la transition énergétique.

Contrairement à l'idée communément admise selon laquelle la sobriété souffrirait d'un manque d'adhésion de la part des populations, nous argumentons qu'elle peut faire l'objet d'un consensus dès lors qu'elle amène des bénéfices concrets et immédiats et qu'elle est perçue comme juste par les populations. Les citoyennes et citoyens, loin d'être aussi réticents qu'ils ne le sont souvent perçus, sont peut-être même en avance sur leurs gouvernements : ainsi, les recommandations des assemblées citoyennes tirées au sort, représentatives de la diversité socio-économique des populations, comptent beaucoup plus de mesures de sobriété que les stratégies actuellement présentées par les États (Lage et al., 2023). En Allemagne comme en France, les gouvernements pourraient s'appuyer sur cette aspiration citoyenne pour inspirer des politiques publiques plus audacieuses et plus justes.

Liste des dialogues

Numérotation	Dialogue franco-allemand	Date
Dialogue I	Cuisines de la transformation, en ligne, « <i>Vivre mieux avec moins ?</i> » – 16 participants	29.06.2022
Dialogue II	Rencontre à Strasbourg, « <i>Concrétiser la sobriété dans l'aménagement urbain</i> » – 48 participants	13-14.10.2022
Dialogue III	Cuisines de la transformation, en ligne, « <i>Interroger notre organisation collective pour plus de sobriété</i> » – 23 participants	29.11.2023
Dialogue IV	Dialogue entre pairs, en ligne, « <i>La sobriété à l'heure de la crise énergétique : leçons et expériences locales</i> » – 14 participants	23.01.2024
Dialogue V	Dialogue entre pairs, en ligne, « <i>Habiter plus sobrement : stratégies municipales en Allemagne et en France</i> » – 18 participants	06.02.2024
Dialogue VI	Dialogue entre pairs, en ligne, « <i>Sobriété et usage(s) des bâtiments publics : enjeux et approches locales innovantes</i> » – 14 participants	05.03.2024
Dialogue VII	Réunion du « Forum » à Metz, atelier sur les stratégies nationales de sobriété – 21 participants	20-21.03.2024
Dialogue VIII	Cuisines de la transformation, en ligne, « <i>Quelles politiques publiques pour une sobriété choisie ?</i> » – 32 participants	26.03.2024
Dialogue IX	Réunion en ligne du « Forum », atelier sur les stratégies nationales de sobriété – 12 participants	04.06.2024
Dialogue X	Réunion en ligne du « Forum », atelier sur les stratégies locales de sobriété résidentielle – 13 participants	18.06.2024
Dialogue XI	Réunion du « Forum » à Chemnitz, atelier sur les stratégies nationales de sobriété – 10 participants	30.09.- 01.10.2024

Bibliographie

ADEME. (2021). Prospective - Transitions 2050 - Rapport. ADEME Éditions.

ADEME. (2022). Sobriété : comment embarquer les collectivités ? ADEME Magazine, décembre 2021 - janvier 2022. Consulté le 8 janvier 2024 sur <https://infos.ademe.fr/magazine-decembre-2021-janvier-2022/dossier/sobriete-comment-embarquer-les-collectivites/>

ADEME. (2024). Transition(s) 2050 - Résumé exécutif - Nouvelle édition 2024.

ADEME, L'ObSoCo. (2024). Baromètre Sobriétés et Modes de vie. Rapport d'analyse. Angers : ADEME.

Autor:innengruppe Energiesuffizienz. (2022). Energiesparen als Schlüssel zur Energiesicherheit - Suffizienz als Strategie. Consulté le 2 décembre 2024 sur <https://doi.org/10.5281/zenodo.6419202>

Behr, S. M., Köveker, T., & Küçük, M. (2023). Wärmemonitor 2022: Private Haushalte sparen fünf Prozent Heizenergie und CO₂-Emissionen ein. DIW Berlin - Deutsches Institut für Wirtschaftsforschung e. V. Consulté le 23 décembre 2024 sur https://www.diw.de/de/diw_01.c.881678.de/publikationen/wochenberichte/2023_39_1/waermemonitor_2022_private_haushalte_sparen_fuenf_prozent_heizenergie_und_co2-emissionen_ein.html

Berrod, N. (2022). Sobriété énergétique : col roulé, doudoune... La com' du gouvernement peut-elle être efficace ? Le Parisien, 29 septembre 2022. Consulté le 2 février 2025 sur <https://www.leparisien.fr/politique/sobriete-energetique-col-roule-doudoune-la-com-du-gouvernement-peut-elle-etre-efficace-29-09-2022-S3LDZNP5DGDB6RNUSW3HMQRQ.php>

Best, B. (2024). 5 Dinge, die du über Suffizienz wissen musst. Heinrich Böll Stiftung, 12 janvier 2024. Consulté le 2 décembre 2024 sur <https://www.boell.de/de/2024/01/12/5-dinge-die-du-ueber-suffizienz-wissen-musst>

Böcker, M., Brüggemann, H., Christ, M., Knak, A., Lage, J., & Sommer, B. (2021). Wie wird weniger genug? Munich : oekom verlag.

Bohnenberger, K. (2021). Can 'sufficiency' reconcile social and environmental goals? A Q-methodological analysis of German housing policy. Journal of Housing and the Built Environment 36 (1), 18 juillet 2021, pp. 171-189.

Breucker, F., & Nguyen, P.-V. (2024). Sobriété énergétique, l'année d'après. Institut Jacques Delors, Décryptage, septembre 2024.

Bund. (2023). Policy Brief: Suffizienz-Politik in der Deutschen Nachhaltigkeitsstrategie.

BMUV - Bundesministerium für Umwelt, Naturschutz, nukleare Sicherheit und Verbraucherschutz. (2023). Umweltbewusstsein in Deutschland 2022. Berlin.

BMWK - Bundesministerium für Wirtschaft und Klimaschutz. (2022). Habeck: „Wir brauchen eine nationale Kraftanstrengung“. Communiqué de presse, 13 août 2022. Consulté le 2 décembre 2024 sur [www.bmwk.de](https://www.bmwk.de/Redaktion/DE/Pressemitteilungen/2022/08/20220813-wir-brauchen-eine-nationale-kraftanstrengung.html) : <https://www.bmwk.de/Redaktion/DE/Pressemitteilungen/2022/08/20220813-wir-brauchen-eine-nationale-kraftanstrengung.html>

Bundesnetzagentur. (2023). Bundesnetzagentur schreibt Gasszenarien für den Winter fort. Consulté le 23 décembre 2024 sur https://www.bundesnetzagentur.de/SharedDocs/Pressemitteilungen/DE/2023/20231102_Gasszenarien.html

Carbone4. (2022). Plan de "sobriété" : efficacité et anti-gaspillage ne veulent pas dire sobriété. Consulté le 18 septembre 2024 sur <https://www.carbone4.com/analyse-plan-sobriete>

Cézard, F., & Mourad, M. (2019). Panorama sur la notion de sobriété - définitions, mises en œuvre, enjeux. Angers : ADEME.

Clever. (2023, 06). Climate neutrality, Energy security and Sustainability: A pathway to bridge the gap through Sufficiency, Efficiency and Renewables. Final Report.

Corre, D., Vulot, C., & Virlovet, G. (2021). Politiques territoriales de sobriété. Angers : ADEME.

Creutzig, Felix et al. (2021). Demand-side solutions to climate change mitigation consistent with high levels of well-being. Nature Climate Change 12, 25 novembre 2021, pp. 36-46.

Dang, L. (2023). « La sobriété n'est pas une norme à négocier ». Reporterre, 4 avril 2023. Consulté le 12 novembre 2024 sur <https://reporterre.net/La-sobriete-n-est-pas-une-norme-a-negocier>

David, R. (2022). Le col roulé de Bruno Le Maire : « Un coup de com', mais un coup de com' bien vu », salue Cécile Duflot. Public Sénat, 30 septembre 2022. Consulté le 2 janvier 2025 sur <https://www.publicsenat.fr/actualites/societe/le-col-roule-de-bruno-le-maire-un-coup-de-com-mais-un-coup-de-com-bien-vu-salue>

Demorand, N., & Salamé, L. (Animateurs). (2022). Bruno Le Maire : "Je souhaite que la réforme des retraites entre en vigueur à l'été 2023" [Interview Radio]. Dans L'invité de 8h20: Le grand entretien. France Inter, 27 septembre 2022 Consulté le 2 janvier 2025 sur <https://www.radiofrance.fr/franceinter/podcasts/l-invite-de-8h20-le-grand-entretien/l-invite-de-8h20-le-grand-entretien-du-mardi-27-septembre-2022-9391650>

Deutscher Ethikrat. (2024). Klimagerechtigkeit. Stellungnahme. Deutscher Ethikrat, 13 mars 2024. Consulté le 17 janvier 2025 sur <https://www.ethikrat.org/fileadmin/Publikationen/Stellungnahmen/deutsch/klimagerechtigkeit.pdf>

Duden. (s.d.). Suffizienz. Duden online. Consulté le 9 janvier 2024 sur <https://www.duden.de/rechtschreibung/Suffizienz>

Fee, E., Wehinger, F., Schuberth, J., Hendzlik, M., & Hölting, P. (2022). Aus der Energiekrise durch Effizienz und Suffizienz. Politikempfehlungen zur Entspannung der Öl- und Gasversorgung in Deutschland. Umweltbundesamt, Texte 74/2022.

Fischer, C., & Griebhammer, R. (2013). Mehr als nur weniger. Suffizienz. Begriff. Begründung und Potenziale. Working paper. Fribourg-en-Brisgau : Öko-Institut e.V.

Frick, V., Fülling, J., Anger, K., Knörzer, U., Tornow, M., & Schnee, H. (2022). Mit Suffizienz zur Energiewende. IÖW-Schriftenreihe 224/22.

Fuchs, D., Sahakian, M., Gumbert, T., Di Giulio, A., Maniates, M., Lorek, S., & Graf, A. (2021). Consumption Corridors. Living a Good Life within Sustainable Limits. Londres : Routledge.

Gas, V. (2022). Sobriété et col roulé. Radio France International (RFI), 8 octobre 2022. Consulté le 2 janvier 2025 sur <https://www.rfi.fr/fr/podcasts/politique-le-choix-de-la-semaine/20221008-sobri%C3%A9t%C3%A9-et-col-roul%C3%A9>

Greenpeace. (2023). Ticket prices of planes vs. trains - a Europe-wide analysis. Vienna: Greenpeace Central and Eastern Europe. Juillet 2023. Consulté le 13 novembre 2024 sur <https://greenpeace.at/uploads/2023/07/report-ticket-prices-of-planes-vs-trains-in-europe.pdf>

Hoibian, S. (2022). Crise énergétique : une sobriété surtout contrainte, difficilement pérenne. Cahiers de recherche de l'Institut pour la recherche de la Caisse des Dépôts, octobre 2022.

Inchauspé, I. (2024). Transition écologique : la sobriété est bel et bien morte et enterrée. L'Opinion, 15 mai 2024. Consulté le 2 décembre 2024 sur <https://www.lopinion.fr/economie/transition-ecologique-la-sobriete-est-bel-et-bien-morte-et-enterree>

IEA - International Energy Agency. (2022). A 10-Point Plan to Cut Oil Use. Consulté le 25 novembre 2024 sur <https://iea.blob.core.windows.net/assets/c5043064-58b7-4066-b1e9-68d7d9203fe9/A10-PointPlanToCutOilUse.pdf>

IPCC (Intergovernmental Panel on Climate Change). (2022). Summary for Policymakers. Dans Climate Change 2022: Mitigation of Climate Change. Contribution of Working Group III to the Sixth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change [P.R. Shukla, J. Skea, R. Slade, A. Al Khourdajie, R. van Diemen, D. McCollum, M. Pathak, S. Some, P. Vyas, R. Fradera, M. Belkacemi, A. Hasija, G. Lisboa, S. Luz, J. Malley, (eds.)]. Cambridge University Press, Cambridge, UK and New York, NY, USA. doi: 10.1017/9781009157926.001. Consulté le 27 janvier 2025 sur <https://www.ipcc.ch/report/ar6/wg3/chapter/summary-for-policymakers/>

Ipsos - RTE. (2022). Etude sur les mécanismes de décisions des Français en matière de consommation énergétique. Consulté le 23 juillet 2024 sur https://www.ipcc.ch/report/ar6/wg2/downloads/report/IPCC_AR6_WGII_FullReport.pdf

Kopatz, M. (2014). Suffizienz als Teil der Energiewende. Dans J. Pöschk, Energieeffizienz in Gebäuden - Jahrbuch 2014 (pp. 273–278). Berlin.

Lage, J., & Graef, M. (2022). Co-Benefits als Katalysatoren für Suffizienzpolitik: Wie Bürger*innen in Beteiligungsverfahren Suffizienz begründen. TATuP 31/2, 18 juillet 2022, pp. 48-55.

Lage, J., Thema, J., Zell-Ziegler, C., Best, B., Cordroch, L., & Wiese, F. (2023). Citizens call for sufficiency and regulation — A comparison of European citizen assemblies and National Energy and Climate Plans. Energy Research & Social Science, Volume 104, octobre 2023.

Larousse. (s.d.). Sobriété. Consulté le 9 janvier 2024 sur <https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/sobri%C3%A9t%C3%A9/73126>

Laurent, É. (2022). « Les sociétés humaines doivent d'urgence trouver un chemin pour passer de trop pour certains à assez pour tous ». Le Monde, 29 août 2022. Consulté le 9 juillet 2024 sur https://www.lemonde.fr/idees/article/2022/08/29/les-societes-humaines-doivent-d-urgence-trouver-un-chemin-pour-passer-de-trop-pour-certains-a-assez-pour-tous_6139345_3232.html

Laville, B., Luck, S., & Delcourt, B. (2024). Pour une Europe de la sobriété. Analyse du Comité 21, mai 2024. Consulté le 17 janvier 2025 sur <http://www.comite21.org/docs/une-europe-de-la-sobriete-vf.pdf>

Lejeune, C. (2022). Pour des politiques locales de sobriété justes. Dans Nicoloso, B. dir. Engager des politiques locales de sobriété. Montreuil : Cédis, pp. 30–39.

Lenormand, A. (2024). Sobriété énergétique : le gouvernement lance une nouvelle campagne pour rappeler les "gestes qui comptent". Banque des territoires, 22 octobre 2024. Consulté le 2 décembre 2024 sur <https://www.banquedesterritoires.fr/sobriete-energetique-le-gouvernement-lance-une-nouvelle-campagne-pour-rappeler-les-gestes-qui>

Macron, E. (2022). Je réponds aux questions de Caroline Roux et Anne-Claire Coudray [vidéo en ligne]. YouTube, 14 juillet 2022. Consulté le 21 novembre 2024 sur https://www.youtube.com/watch?v=3z2Mnh-Z_ng

Maestre-Andrés, S., Drews, S., & van den Bergh, J. (2019). Perceived fairness and public acceptability of carbon pricing: a review of the literature. *Climate Policy* (19(9)), pp. 1186–1204. Consulté le 15 novembre 2024 sur <https://doi.org/10.1080/14693062.2019.1639490>

MTE - Ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires. (2024). Suivi hebdomadaire de la consommation énergétique de la France. Consulté le 23 décembre 2024 sur <https://www.ecologie.gouv.fr/politiques-publiques/suivi-hebdomadaire-consommation-energetique-france>

MTE - Ministère de la transition écologique et solidaire. (2020). Stratégie Nationale Bas-Carbone. Consulté le 11 juillet 2024 sur https://www.ecologie.gouv.fr/sites/default/files/documents/2020-03-25_MTES_SNBC2.pdf

Ministères Écologie Territoires. (2022). Chaque geste compte [vidéo en ligne]. YouTube, 10 octobre 2022. Consulté le 2 janvier 2025 sur <https://www.youtube.com/watch?v=W4J1PhLD9Ks>

négaWatt. (2023). Crise énergétique - Plan de sobriété 2022-2023. Association négaWatt. Consulté le 26 novembre 2024 sur <https://negawatt.org/Crise-energetique-Plan-de-sobriete-2022-2023>

Nicoloso, B. (2022). Engager des politiques locales de sobriété. Montreuil : Cédis.

Nobis, C., Obersteller, D., Lell, O., Muster, V., & Rauber, J. (2024). Erarbeitung einer Suffizienzstrategie für den Verkehrssektor und ihre erfolgreiche Kommunikation. Umweltbundesamt, Texte | 36/2024, mars 2024.

Noualhat, L. (2024). Yamina Saheb : « Quand on n'aura plus à manger, la sobriété s'imposera à nous ». Reporterre, 9 avril 2024. Consulté le 29 octobre 2024 sur <https://reporterre.net/Yamina-Saheb-Quand-on-n-aura-plus-a-manger-la-sobriete-s-imposera-a-nous>

OFATE - Office franco-allemand pour la transition énergétique. (2023). Tour d'horizon des politiques de sobriété en Allemagne et en France.

Priem, M., Kritikos, A. S., & Schulze Düring, J. (2022). Folgen der Inflation treffen untere Mittelschicht besonders: staatliche Hilfspakete wirken nur begrenzt. DIW Wochenbericht 28, pp. 387-394. Consulté le 13 novembre 2024 sur https://www.diw.de/de/diw_01.c.845417.de/publikationen/wochenberichte/2022_28_1/folgen_der_inflation_treffen_untere_mittelschicht_besonders_staatliche_hilfspakete_wirken_nur_begrenzt.html

Raworth, K. (2017). Doughnut Economics: Seven Ways to Think Like a 21st-Century Economist. Vermont, USA : Chelsea Green Publishing.

Reghezza-Zitt, M. (2022). Sobriété, résilience, adaptation : « La sobriété dont il est question aujourd'hui n'est pas une réponse à la nécessité d'atténuer le changement climatique, mais une réaction palliative à des chocs indépendants du climat ». *Revue internationale et stratégique* 2022/4, n° 128, pp. 59-75.

RTE - Réseau de Transport d'Electricité. (2023a). Bilan prévisionnel 2023-2035. Futurs énergétiques 2050. Synthèse.

RTE - Réseau de Transport d'Electricité. (2023b). Communiqué de presse - Bilan de l'hiver 2022-2023. Consulté le 23 décembre 2024 sur https://assets.rte-france.com/prod/public/2023-03/CP_RTE_Bilan-hiver-2022-2023-coupures-electricite-evitees.pdf

Ruhnau, O., Stiewe, C., Muessel, J., & Hirth, L. (2023). Natural gas savings in Germany during the 2022 energy crisis. *Nature Energy*, 4 mars 2023, n°8, pp. 621-628.

SRU - Sachverständigenrat für Umweltfragen. (2024). Suffizienz als „Strategie des Genug“: Eine Einladung zur Diskussion. Berlin : Sachverständigenrat für Umweltfragen.

Spengler, L. (2018). Sufficiency as policy. Necessity, possibilities and limitations. Baden-Baden : Nomos.

Stadt Münster. (2017a). Strategie für klimaschonende Entscheidungen. Consulté le 26 avril 2024 sur https://www.stadt-muenster.de/fileadmin/user_upload/stadt-muenster/67_klima/pdf/Broschuere_Strategie-klimafreundliche-Entscheidungen.pdf

Stadt Münster. (2017b). Masterplan 100 % Klimaschutz. Amt für Grünflächen. Consulté le 26 avril 2024 sur https://www.stadt-muenster.de/fileadmin/user_upload/stadt-muenster/67_klima/pdf/Masterplan_100_.pdf

Ville de Lyon. (2021). Lyon, capitale de l'écologie. Plan de mandat 2020-2026. Consulté le 27 juin 2024 sur <https://www.lyon.fr/sites/lyonfr/files/content/documents/2022-01/Plan%20de%20mandat%202020-2026.pdf>

Wakim, N. (Animateur). (2024). Climat : comment rendre la transition heureuse ? [Podcast]. Dans *Chaleur Humaine*. Le Monde. 4 septembre 2024. Consulté le 12 novembre 2024 sur <https://podcasts.lemonde.fr/chaleur-humaine/202404090500-climat-comment-rendre-la-transition-heureuse>

Wuppertal Institut. (2023). Suffizienzpolitik als Booster zum Erreichen der Klimaschutzziele. *Zukunftsimpuls* Nr. 27, septembre 2023. Consulté le 27 janvier 2025 sur https://epub.wupperinst.org/frontdoor/deliver/index/docId/8475/file/ZI27_Suffizienzpolitik.pdf

Zell-Ziegler, C., Thema, J., Best, B., Wiese, F., Lage, J., Schmidt, A., Toulouse, E., Stagl, S. (2021). Enough? The role of sufficiency in Europe energy and climate plans. *Energy Policy*, 157, octobre 2021.

Rédaction

Marion Davenas

Marion Davenas est chargée de recherche pour le co-secrétariat allemand du Forum pour l'avenir franco-allemand depuis janvier 2021. Elle réunit des communes, des praticiens et des experts de France et d'Allemagne et analyse avec eux les facteurs de réussite ainsi que les obstacles à la transition écologique et sociale. Elle a étudié les sciences politiques à Sciences Po Paris et à la Freie Universität Berlin.

Thomas Spinrath

Thomas Spinrath est chargé de recherche pour le co-secrétariat allemand du Forum pour l'avenir franco-allemand depuis 2022. Il accompagne les communes des deux pays sur la voie de la transition écologique et sociale par le biais de la recherche transdisciplinaire et de l'organisation de dialogues. Pendant ses études de master en études de transformation, il a étudié les politiques de sobriété dans les communes, en particulier dans le domaine de la mobilité.

Cette publication a été réalisée par le co-secrétariat allemand du Forum pour l'avenir. Son contenu n'engage que ses auteurs.

L'Institut de recherche sur la durabilité (RIFS) mène des recherches visant à mettre en évidence, à promouvoir et à organiser les processus de transformation vers une société durable, en Allemagne comme dans le reste du monde. L'Institut est rattaché au GFZ Helmholtz Centre for Geosciences comme partie intégrante de la communauté Helmholtz. Son approche scientifique est transdisciplinaire, transformative et co-créative : la compréhension des enjeux, le développement de solutions adaptées et le soutien à la mise en œuvre s'effectuent dans le cadre de coopérations entre la sphère scientifique, politique, administrative, économique et la société civile. Les principaux thèmes de recherche sont la transition énergétique, le changement climatique, les technologies émergentes, les cultures de la transformation, la gouvernance et la participation. Un solide réseau de partenaires nationaux et internationaux ainsi qu'un programme de bourses soutiennent l'Institut.

RIFS Discussion Paper

Février 2025

Contact :

Marion Davenas : marion.davenas@rifs-potsdam.de
Thomas Spinrath : thomas.spinrath@rifs-potsdam.de

Adresse :

Berliner Straße 130
14467 Potsdam
T: +49 (0) 331-28822-340
F: +49 (0) 331-28822-310
media@rifs-potsdam.de
www.rifs-potsdam.de

ViSdP :

Prof. Dr. Doris Fuchs,
Directeur scientifique, conférencier

Direction scientifique :

Dr. Julia Plessing

DOI: 10.48481/rifs.2025.004



 **GFZ** Helmholtz-Zentrum
für Geoforschung

HELMHOLTZ
SPITZENFORSCHUNG FÜR
GROSSE HERAUSFORDERUNGEN